

Janvier 2014

La croissance mondiale devrait s'accélérer pour atteindre 3,2 % cette année, contre 2,4 % en 2013, et continuer à se renforcer pour s'établir à 3,4 puis 3,5 % en 2015 et 2016, respectivement. L'accélération initiale tiendra pour beaucoup à une reprise de la croissance dans les pays à revenu élevé qui, après des années de léthargie, voire de récession, semblent enfin émerger de la crise financière mondiale.

Dans les trois principales économies à revenu élevé (États-Unis, zone euro et Japon), c'est aux États-Unis, où le PIB s'accroît depuis 10 trimestres, que la reprise est la plus nette. Dans la zone euro, la croissance est redevenue positive au cours du deuxième trimestre de 2013, mais elle s'est ralentie au troisième trimestre et devrait rester hésitante dans les trimestres à venir avant que la reprise se confirme. Au Japon, un train de mesures de relance budgétaire et monétaire est à l'origine d'une solide reprise conjoncturelle, mais pour être durable, ce rebond devra s'accompagner de réformes structurelles. La croissance dans les économies à revenu élevé devrait atteindre 2,2 % en 2014 (contre 1,3 % en 2013), et s'établir à 2,4 % en 2015 et 2016.

***La croissance se raffermi dans les pays en développement...***

Bien que la croissance ait été relativement faible en 2013 dans les pays en développement, où elle s'est établie à 4,8 %, selon les estimations, elle s'est raffermie ces derniers mois – en partie sous l'effet du renforcement de la croissance dans les pays à revenu élevé, mais aussi du rebond des grands pays à revenu intermédiaire, comme l'Inde et la Chine. Globalement, les pays en développement devraient connaître une croissance de 5,3 % cette année, et de 5,5 et 5,7 % en 2015 et 2016, respectivement. Ces taux sont certes inférieurs d'environ 2,2 points à ceux qui prévalaient pendant la période d'expansion rapide avant la crise, mais le ralentissement de la croissance n'est pas source d'inquiétude. L'accélération de la croissance pendant la période 2003-2007 correspondait pour l'essentiel à une haute conjoncture insoutenable. L'affaiblissement du potentiel d'expansion économique des pays en développement ne contribue que pour un demi-point de pourcentage au ralentissement de la croissance attendue sur la période 2013-2016.

Au niveau régional, la croissance évoluera peu en Asie de l'Est et dans le Pacifique, s'établissant à 7,2 % cette année, puis à 7,1 % en 2015 et 2016. Dans les pays en développement d'Europe et d'Asie centrale, la production devrait s'améliorer graduellement, passant de 3,4 % en 2013 à 3,5 % cette année, pour atteindre ensuite progressivement 3,8 % en 2016. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, l'accroissement du PIB devrait être plus modeste, ne dépassant pas 2,9 % cette année pour progresser jusqu'à 3,7 % en 2016. Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, les conflits sociaux et politiques continuent à freiner la production. Il est certes prévu que la croissance de la région s'accélère et passe de 2,8 % cette année à 3,6 % en 2016, mais cette accélération ne sera pas suffisante pour faire sensiblement baisser le chômage sous-jacent et les excédents de capacités disponibles. En Asie du Sud, l'activité devrait reprendre après la faible croissance enregistrée en 2013 (4,6 %), pour atteindre 5,7 % cette année, et 6,3 et 6,7 % en 2015 et 2016, respectivement. En Afrique subsaharienne, la croissance devrait aussi se raffermir, progressant de 5,3 % en 2014 pour passer à 5,5 % en 2016, soutenue en cela par des flux d'investissements restant robustes.

***... mais la façon dont les marchés réagiront au retrait des mesures d'assouplissement quantitatif pèsera sur les perspectives***

Cette année marque le début du retrait des mesures d'assouplissement quantitatif aux États-Unis. Selon le scénario le plus probable, cette réduction s'effectuera d'une façon relativement ordonnée et les taux d'intérêt à l'échelle mondiale n'augmenteront que lentement – pour atteindre 3,6 % seulement d'ici le milieu de l'année 2016. L'impact d'un durcissement ordonné des conditions financières sur les investissements et la croissance dans les pays en développement devrait être modeste et se traduire par un fléchissement des entrées de capitaux qui passeraient d'environ 4,6 % du PIB de ces pays en 2013 à 4,1 % en 2016, les investisseurs tirant parti des meilleurs rendements dans les pays à revenu élevé.

Après l'annonce de la Réserve fédérale et les premiers jours d'atténuation des mesures de relance monétaire, la réaction des marchés reste limitée. Toutefois, si elle devait s'intensifier au fil du temps, les conséquences sur les

Janvier 2014

pays en développement – particulièrement les pays à revenu intermédiaire et ceux financièrement vulnérables – pourraient être bien plus marquées. En effet, une hausse plus brutale des taux d'intérêt à long terme sur les marchés pourrait provoquer un réajustement rapide et désordonné des portefeuilles. Dans ce cas de figure, les flux de capitaux vers les pays en développement pourraient se contracter fortement, comme pendant l'été 2013. Les entrées de capitaux privés dans ces pays pourraient reculer de 50 à 80 % pendant plusieurs mois, entraînant une chute du PIB des pays à revenu intermédiaire de non moins de 1,2 % par rapport à son niveau de référence. Les économies où le déficit des paiements courants est important et où les prêts bancaires ont beaucoup augmenté ces dernières années du fait de la faiblesse des taux d'intérêt seraient alors les plus exposées.

### ***Le renforcement du commerce sera un accélérateur important***

Si le durcissement des conditions financières constitue un frein pour les pays en développement, le renforcement de la demande dans les pays à revenu élevé devrait avoir l'effet contraire. Au cours des dernières années, le commerce mondial s'est ralenti – du fait non seulement du fléchissement de la demande globale dans les pays à revenu élevé, mais aussi de l'évolution de la composition de la demande qui s'est déplacée des catégories sensibles aux importations, comme les biens d'équipement, vers des dépenses publiques moins génératrices d'échanges. Sous l'effet de la reprise des investissements et de la demande de consommation dans les pays à revenu élevé, le commerce mondial devrait s'accélérer (tout comme les exportations des pays en développement) et s'accroître de 4,6 % cette année avant de continuer à se renforcer jusqu'à 5,2 % en 2016.

La baisse du cours des produits de base continuera à limiter la contribution du commerce extérieur au revenu et à la demande dans les pays en développement. Entre leur plus haut du début de 2011 et leur plus bas, récemment, en novembre 2013, les prix réels de l'énergie et des produits alimentaires ont reculé de 9 et 13 %, respectivement, et ceux des métaux et des minerais de plus de 30 %. Ces pressions à la baisse du cours des produits de base devraient se poursuivre, en partie du fait de l'arrivée d'une offre supplémentaire. D'une manière générale, les risques de cours des produits de base restent orientés vers une dégradation.

Les perspectives pour les pays en développement sont diverses, les contraintes au niveau de l'offre demeurant un défi majeur dans les régions Asie de l'Est et Pacifique (à l'exception de la Chine) et Amérique latine et Caraïbes, et la croissance restant globalement en phase avec son potentiel. Selon les prévisions, la croissance du PIB chinois restera inchangée en 2014 à 7,7 %, puis reculera à 7,5 % durant les deux années suivantes en raison de l'effort de désendettement et d'un moindre recours aux investissements induits par l'action gouvernementale.

En Afrique subsaharienne, la robustesse des investissements dans les secteurs des ressources naturelles et des infrastructures devrait tirer la croissance à moyen terme malgré les effets négatifs que la baisse du cours des produits de base aura sur les revenus. Les pays en développement d'Europe devraient profiter de la reprise dans les pays européens à revenu élevé grâce à l'étroitesse de leurs liens commerciaux et financiers avec la zone euro. En revanche, le ralentissement en Russie (aujourd'hui classée comme pays à revenu élevé) crée une nouvelle incertitude pour les pays en développement d'Asie centrale.

La reprise semble se dessiner en Asie du Sud et devrait s'accélérer progressivement, surtout du fait du renforcement de la croissance en Inde et de la mise en œuvre graduelle de réformes structurelles dans toute la région. Dans les pays en développement du Moyen-Orient, les perspectives restent sombres, en raison de la persistance des tensions politiques et sociales qui fragilisent la stabilité macroéconomique et aggravent les sérieux problèmes structurels hérités de la période ayant précédé le « printemps arabe ».

Janvier 2014

***Le rééquilibrage, les mesures d'austérité et les réformes seront bien plus difficiles à appliquer que les mesures de relance***

Les pays en développement ont réagi à la crise financière mondiale en prenant des mesures de relance budgétaire et monétaire. Toutefois, l'augmentation des déficits publics et courants atteignant aujourd'hui 3 % du PIB, ou plus, dans la plupart des pays, ces possibilités d'action se sont beaucoup réduites.

Devant les risques auxquels les pays en développement sont confrontés, les dirigeants doivent réfléchir aujourd'hui à la façon dont ils réagiraient à un net durcissement des conditions de financement à l'échelle mondiale. Les pays qui disposent de marges de sécurité adéquates en matière de politique économique et dans lesquels la confiance des investisseurs est élevée pourraient s'en remettre aux mécanismes du marché et recourir à des politiques prudentielles et macroéconomiques anticycliques pour faire face à l'affaiblissement des flux. Les pays dont la marge de manœuvre est plus limitée pourraient en revanche être contraints de resserrer leur politique budgétaire pour réduire leurs besoins de financement ou de relever les taux d'intérêt pour attirer davantage de capitaux. Lorsqu'elles sont suffisantes, les réserves de change peuvent aussi être utilisées pour ralentir l'ajustement des taux de change, tandis qu'un assouplissement de la réglementation des entrées de capitaux et l'adoption de mesures susceptibles d'encourager les investissements étrangers directs pourraient faciliter le processus d'ajustement. Enfin, en améliorant les perspectives à long terme, la mise en œuvre de programmes de réformes crédibles peut beaucoup contribuer à susciter la confiance des investisseurs et du marché et à créer ainsi un cycle vertueux de renforcement des investissements (étrangers notamment) et d'accroissement de la production à moyen terme.

**Table 1.1 Les perspectives mondiales en résumé**

(changement en pourcentage depuis l'année précédente, à l'exception des taux d'intérêt et du prix pétrole)

|   | 2012       | 2013e      | 2014f      | 2015f      | 2016f      |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|
| <i>Conditions Mondiales</i>                     |            |            |            |            |            |
| Volume de Commerce Mondial (GNFS)               | 2.4        | 3.1        | 4.6        | 5.1        | 5.1        |
| Prix des Marchandises (USD)                     |            |            |            |            |            |
| Marchandises non-pétrolières                    | -8.6       | -7.2       | -2.6       | -0.2       | 0.1        |
| Prix du pétrole (US\$ le baril) <sup>1</sup>    | 105.0      | 104.1      | 103.5      | 99.8       | 98.6       |
| Flux de capitaux internationaux (% of PIB)      |            |            |            |            |            |
| Pays en Développement                           |            |            |            |            |            |
| Flux nets privés et officiels                   | 5.1        | 4.7        | 4.3        | 4.3        | 4.2        |
| Flux nets privés (équité + dette)               | 5.0        | 4.6        | 4.2        | 4.2        | 4.1        |
| Asie de l'Est et Pacifique                      | 4.7        | 4.4        | 4.0        | 3.9        | 3.7        |
| Europe et Asie centrale                         | 7.8        | 6.6        | 6.0        | 6.2        | 6.3        |
| Amérique latine et Caraïbes                     | 5.7        | 5.3        | 5.0        | 5.1        | 4.9        |
| Moyen-Orient et Afrique du Nord                 | 2.1        | 1.5        | 1.1        | 1.6        | 1.7        |
| Asie du Sud                                     | 4.1        | 3.7        | 3.6        | 3.7        | 3.9        |
| Afrique subsaharienne                           | 4.8        | 5.3        | 4.3        | 4.2        | 4.1        |
| <i>Croissance du PIB réel</i> <sup>2</sup>      |            |            |            |            |            |
| <b>Monde</b>                                    | <b>2.5</b> | <b>2.4</b> | <b>3.2</b> | <b>3.4</b> | <b>3.5</b> |
| Pour mémoire: Mondiale (PPA poids) <sup>3</sup> | 2.9        | 2.9        | 3.7        | 3.9        | 4.0        |
| <b>Pays à revenu élevé</b>                      | <b>1.5</b> | <b>1.3</b> | <b>2.2</b> | <b>2.4</b> | <b>2.4</b> |
| Zone Euro                                       | -0.6       | -0.4       | 1.1        | 1.4        | 1.5        |
| Japon   | 1.9        | 1.7        | 1.4        | 1.2        | 1.3        |
| États-Unis                                      | 2.7        | 1.8        | 2.8        | 2.9        | 3.0        |
| <b>Pays en Développement</b>                    | <b>4.8</b> | <b>4.8</b> | <b>5.3</b> | <b>5.5</b> | <b>5.7</b> |
| Asie de l'Est et Pacifique                      | 7.4        | 7.2        | 7.2        | 7.1        | 7.1        |
| Europe et Asie centrale                         | 2.0        | 3.4        | 3.5        | 3.7        | 3.8        |
| Amérique latine et Caraïbes                     | 2.6        | 2.5        | 2.9        | 3.2        | 3.7        |
| Moyen-Orient et Afrique du Nord                 | 1.5        | -0.1       | 2.8        | 3.3        | 3.6        |
| Asie du Sud                                     | 4.2        | 4.6        | 5.7        | 6.3        | 6.7        |
| Afrique subsaharienne                           | 3.5        | 4.7        | 5.3        | 5.4        | 5.5        |

Source: Banque Mondiale.

Remarques: PPA = Parité de pouvoir d'achat e = estimate; f = forecast.

1. Moyenne simple de Dubaï, du Brent et du West Texas Intermediate.

2. Taux de croissance des agrégats calculés à l'aide dollars constants de 2010 poids du PIB.

3. Calculé à l'aide de 2010 poids PPP.